

3 mois sans financement de la formation : les entreprises d'insertion tirent la sonnette l'alarme

Paris, le 4 avril 2025 – Depuis janvier, des dizaines de milliers de personnes en parcours d'insertion sont privées de formation. En cause : le blocage du PIC IAE, pourtant financé et annoncé par le Gouvernement. Alors que les formations sont essentielles pour lever les freins à l'emploi durable, les entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion, regroupées au sein de leur fédération, tirent la sonnette d'alarme : elles financent actuellement ces formations sur leurs fonds propres, sans garantie de remboursement, dans un contexte de tensions financières croissantes.

Un blocage administratif incompréhensible

Les entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion alertent sur le blocage du financement des formations de leurs salariés en insertion éligibles au « PIC IAE ». Cette enveloppe de 70 M€ pour 2025 (contre 100 M€ en 2023) est déjà disponible depuis la promulgation de la Loi de Finances 2025 et le Gouvernement a déjà invité les opérateurs de compétence (OPCO) à ouvrir les financements, mais un jeu de dupe bloque le PIC IAE.

D'un côté, la plupart des OPCO bloquent le PIC IAE dans l'attente des lettres de couverture censées préciser leurs dotations annuelles (seuls Uniformation et OPCO Santé ont décidé du déblocage). De l'autre, le gouvernement tarde dans ses arbitrages budgétaires.

Un appel à l'action immédiate

Au milieu, des dizaines de milliers de salariés en insertion ne reçoivent pas leurs formations indispensables pour lever les freins à l'emploi durable. Les entreprises, tenues par leur conventionnement de réussir la sortie vers l'emploi de leurs salariés en insertion, ont dû lancer des formations financées sur leurs fonds propres sans aucune garantie qu'elles soient remboursées par les OPCO, ce malgré l'accumulation de difficultés de trésoreries du fait d'une conjoncture défavorable, d'une baisse des budgets de l'IAE et d'une du retardement des versements des aides aux postes dû à la mise en place de la fusion DSN/ASP.

La fédération des entreprises d'insertion appelle le Gouvernement à donner dès maintenant toutes les garanties financières et juridiques aux OPCO pour débloquent urgemment le PIC IAE et de façon rétroactive afin que les formations déjà lancées soient effectivement remboursées.

Elle appelle également le Gouvernement à repenser la gouvernance du PIC IAE pour que cette situation ne se réitère plus à l'avenir.

Nadia LANDRY, Présidente de la fédération des entreprises d'insertion, déclare : « *Les entreprises d'insertion sont de formidables alliés dans la lutte contre le chômage de longue durée et de l'exclusion sociale, en particulier dans un contexte de hausse du chômage et d'aggravation de la précarité. Les formations qu'elles organisent pour leurs salariés sont la clé de réussite des parcours d'insertion. Il devient urgent que Gouvernement et les OPCO débloquent l'enveloppe du PIC IAE, déjà annoncée depuis le 19 février, car cette situation est incompréhensible et intenable.* »

Contact presse : Antoine LAURENT – 06 42 42 69 05 // a.laurent@lesentreprisesdinsertion.org

*Depuis 35 ans, **la fédération des entreprises d'insertion** rassemble des entrepreneurs engagés qui mettent l'inclusion des plus vulnérables au cœur de leur stratégie d'entreprise. Présente dans chaque territoire, au plus près des besoins des personnes et des entreprises, elle accélère leur développement et promeut leurs projets inclusifs qui conjuguent innovation, performance économique et impact social. Une raison d'être qui s'incarne dans le label Responsabilité Sociétale des Entreprises inclusives (RSEi) qu'elle a développé, pour toujours plus d'excellence au service des plus fragiles. Une fédération mobilisée, catalyseur de valeurs et d'énergies, pour bâtir une société durable et inclusive.*